

55 ans du SEGP (CSQ)



Syndicat de l'Enseignement
du Grand-Portage (CSQ)



55 ans de luttes,
55 ans de démocratie,
55 ans de gains,
55 ans d'information,
55 ans de femmes engagées,
55 ans d'hommes de conviction ;
55 ans de leadership syndical !

55 ans de mouvance où l'Association des enseignants du Grand-Portage est devenue le Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage (SEGP). La CEQ change pour la CSQ en 2000 !



55 ans d'enjeux majeurs pour les enseignants !

Plusieurs dossiers chauds, dont l'assurance chômage pour les enseignants, la politique de l'enfance inadaptée, les États généraux sur l'éducation, le renouveau pédagogique, l'équité salariale, le bulletin unique, les droits parentaux...

55 ans d'implication politique et médiatique !

De fait, des mouvements tels que les Établissements vert Brundtland, la formation du comité local pour les jeunes à statut précaire, la tenue de plusieurs rencontres du comité sociopolitique, un comité de la condition des femmes actif dans le milieu.

Bref, 55 belles années de militantisme et de démocratie qui ont fait de notre syndicat une organisation syndicale vivante et fière. Le SEGP a su laisser sa marque dans ses relations de travail, mais aussi dans ses représentations politiques pour la défense des droits des enseignantes et enseignants.

À toutes celles et à tous ceux qui ont bâti le Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage, je dis merci, merci femmes et hommes de cœur d'avoir fait de vos batailles d'hier, notre présent au Grand-Portage.

La présidente,

Natacha Blanchet

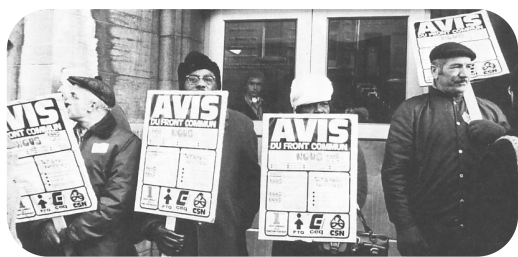
Les coups de cœur de Patrice Pelletier

1970-1980



1970-1972

- ◇ Début des années 1970, l'opération « Mettre la FGA sur la carte » s'amorce.
- ◇ Le ministre de l'Éducation propose de définir un code d'éthique pour les enseignante et enseignants. Ce projet est l'ancêtre du projet d'ordre professionnel.
- ◇ 30 novembre 1970, engagement de Anne-Marie Beaulieu comme deuxième employée permanente au siège social comme animatrice pédagogique.
- ◇ Les enseignantes et enseignants commencent à cotiser à l'assurance-chômage.
- ◇ L'Association des enseignants du Grand-Portage (AEGP) encourage les enseignantes et enseignants à participer financièrement à l'implantation du projet de cartonnerie à Cabano.
- ◇ Le comité d'action politique de l'AGEP appuie les travailleurs de la scierie Guérette d'Escourt qui sont en grève depuis plusieurs semaines.
- ◇ Le 9 mai 1972, à la suite de la grève déclenchée le 11 avril 1972, trois chefs syndicaux du Front commun sont emprisonnés : Louis Lagerge (FTQ), Marcel Pépin (CSN) et Yvon Charbonneau (CEQ), pour avoir encouragé leurs membres à désobéir à la loi spéciale mettant fin au débrayage des 210 000 syndiqués québécois du front commun intersyndical (loi 19).



- ◇ Novembre 1972, la Corporation des enseignants du Québec se transforme en Centrale de l'enseignement du Québec.

1973-1974

- ◇ Le décret tient lieu de convention collective.
- ◇ Élection de monsieur Yves Michaud qui succède à monsieur Gilbert Lagacé à la présidence.

- ◇ Monsieur Claude Lavoie devient conseiller pédagogique.
- ◇ L'Association des enseignants du Grand-Portage (AEGP) devient le Syndicat des enseignants du Grand-Portage (SEGP). Le territoire regroupe six commissions scolaires.
- ◇ Juin : XXIV Congrès de la Corporation des enseignants du Québec et premier congrès de la Centrale à Rivière-du-Loup.

1975-1976

- ◇ Décès de Laure Gaudreault qui, de 1936 à 1946, amena 96 % de tout le personnel enseignant à se syndiquer.
- ◇ Mai : popularisation par le SEGP du Manuel du 1^{er} mai qui se veut un éveil des élèves face aux problèmes des travailleurs. Le 1^{er} mai est la fête des Travailleurs reconnue mondialement depuis 1880.

1976-1977

- ◇ Avril : loi 23 interdiction de grève pour les enseignantes et enseignants.
- ◇ Septembre : nomination de Monique Fitz-Back comme responsable du comité d'action politique... début d'une épopée.
- ◇ 1^{er} octobre : journée de protestation contre les mesures Trudeau-Bourassa sur les lois C-73 et 64. Mesures visant le contrôle des salaires des travailleuses et travailleurs sous prétexte de contrôler l'inflation et le chômage.
- ◇ Avril : le gouvernement du Québec, par la voix de son ministre de la Justice, annule les 16 poursuites contre le SEGP en vertu de la loi 23. Le montant maximal de l'amende aurait pu s'élever à 1 600 000 \$.
- ◇ Le comité d'action politique travaille sur le rapport COPEX portant sur l'enfance inadaptée.
- ◇ Octobre : lancement du livre vert sur l'enseignement primaire et secondaire au Québec.

Patrice Pelletier

Enseignant EDA, Point de services de Rivière-du-Loup
Responsable du secteur de l'éducation des adultes au conseil d'administration



Les coups de cœur de Nancy Gagnon

1978-1986

1979-1980

- ◇ 26 février 1979 : dépôt d'une politique par le ministère de l'Éducation en regard de l'enfance inadaptée visant à améliorer les services.
- ◇ 24-25 avril 1979 : déménagement du bureau du Syndicat et de la Caisse Populaire de l'Éducation alors situés sur la rue Lafontaine vers la rue Fraserville.
- ◇ 28-29 juin 1979 : congrès spécial CEQ (maintenant CSQ) sur la question nationale en faveur du peuple québécois à l'autodétermination.
- ◇ 15 octobre 1979 : négociation : rien ne bouge aux tables après 6 mois du dépôt des offres patronales. Nous ne voulons pas régler à tout prix. Enjeux : la tâche, la sécurité d'emploi, le perfectionnement...
- ◇ 24 novembre 1980 : questionnement sur les 27 heures de disponibilité versus les périodes libres.

1981-1982

- ◇ 2 février 1981 : commentaire sur la loi 17 *Le droit de refuser un travail dangereux : différentes interprétations possibles.*
- ◇ 5 avril 1982 : annonce de la Caisse de l'Enseignement du Grand-Portage : « Veuillez prendre note que votre Caisse n'a plus de problème de liquidité. ».
- ◇ 3 mai 1982 : mépris du gouvernement Lévesque : réduction de la rémunération et coupures dans les régimes de retraite avant la fin de la convention.
- ◇ 11 juin 1982 : manifestation provinciale devant l'Assemblée nationale pour l'amélioration des conditions de travail.
- ◇ 8 novembre 1982 : manifestation à Québec (tâche et sécurité d'emploi) : « Il faut venir le dire à Ti-Poil Lévesque... ».
- ◇ 22 novembre 1982 : négo : le gouvernement Lévesque dépose un décret et admet que ses négociateurs n'ont jamais eu de mandat.

1983-1984

- ◇ 31 janvier 1983 : grève illégale : rejet du décret.



- ◇ Février 1983 : dépôt de la loi 111 visant la reprise des services dans les écoles publiques. Plaque d'immatriculation : « Je me souviendrai ».
- ◇ 5 septembre 1983 : après avoir sabrer dans les services publics, hausse de 7 % accordée aux cadres.
- ◇ 24 octobre 1983 : projet de loi 40 : La restructuration scolaire : « Redonner l'école aux usagers ».

1984-1985

- ◇ 4 mai 1984 : informatisation de la Caisse Populaire de l'Enseignement
- ◇ 11 janvier 1985 : grand titre au Reportage : « L'AVANT-PROJET DE LOI SUR LA RÉFORME DE NÉGOCIATION : UN RÉGIME PERMANENT DE DÉCRET QU'IL FAUT COMBATTRE ».
- ◇ 20 avril 1985 : manifestation à Québec sur le droit de négocier.

1986

- ◇ 20 janvier 1986 : « LA MICRO-INFORMATIQUE À L'ÉCOLE : ÇA NOUS INTÉRESSE! »
- ◇ 1^{er} mai 1986 : Les évêques demandent à tous les chrétiens d'appuyer les syndicats.

Nancy Gagnon

Enseignante en adaptation scolaire

École secondaire de Rivière-du-Loup

Responsable du secteur de l'adaptation scolaire au conseil d'administration



Les coups de cœur de Nancy Briand

1987-1995

1987-1988

Les six commissions scolaires intégrées au 1^{er} juillet 1987 sont liées par un protocole qui nous assure que des sujets comme le système informatisé, l'éducation aux adultes et l'enseignement professionnel seront des services qui demeureront régionalisés.

Conformément à une sentence arbitrale rendue par M. Fernand Morin, ni une commission scolaire, ni une direction d'école ne peuvent exiger qu'une enseignante ou qu'un enseignant absent indique sur sa feuille d'absence la nature exacte de sa maladie. Cela relève d'un professionnel de la santé. Inutile d'insister, toutes les lois s'y opposent.

Les droits parentaux ? Retour aux années 40... En 1988, perdre son emploi pour cause de maternité... impossible! C'est ce que je croyais jusqu'au 31 août dernier. Pas dans le secteur public ? Certainement pas dans l'éducation quand même! Et bien oui, c'est arrivé à une enseignante à temps partiel (donc à statut précaire) à la C. S. du Témiscouata. Que faut-il comprendre de cette injustice ? Signée, une femme en colère, Marie-Andrée Lévesque, présidente.

Le Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage, à l'instar de la CEQ, de la Coalition québécoise et de la Coalition nationale contre la TPS, lance officiellement sa campagne de protestation contre cette taxe fortement répressive que le gouvernement fédéral entend imposer à compter de janvier prochain.



Certaines commissions scolaires leurent les enseignantes en parlant de suppléance, alors qu'il est

carrément question d'enseignement à la leçon. Attention, la différence est importante.



Alors que la rémunération d'une suppléante varie entre \$20,46 pour une période de 60 minutes ou moins et \$102,10 pour une journée, l'enseignante à la leçon sera rémunérée selon sa scolarité et des taux variant entre \$27,22 et \$43,84 pour une période de 45 à 60 minutes. Nous vous invitons donc à être vigilants quand on vous demande de donner des périodes d'enseignement.

Selon l'enquête de madame Carpentier-Roy, les enseignantes et enseignants proposent un bloc-horaire libre qui serait de 2 heures/semaine au primaire et de 3 heures/semaine au secondaire afin que redeviennent possibles les échanges, le soutien affectif et la créativité et ainsi contrer l'isolement qui a maints effets pervers sur leur santé mentale.

Jurisprudence – Les enseignantes et enseignants n'ont pas à corriger les examens des élèves à qui ils n'enseignent pas. La convention collective est claire. L'enseignant peut refuser un ordre d'un employeur qui irait contre cet énoncé.

1993-1995

Dans Le Soleil du 30 juin 1993, la Cour d'appel vient de confirmer l'inconstitutionnalité de la loi 111 qui avait coupé en double les enseignants en 1983. La CEQ estime que le gouvernement devra rembourser près de \$30 millions aux enseignants.

Nancy Briand

Spécialiste à l'École Mgr Boucher

Responsable du secteur spécialiste au conseil d'administration



1^{re} page du Reportage

9 février 2001

« Vous avez sans doute entendu parler de la possible coupure de 400 millions de dollars dans le secteur de l'éducation. C'est très surprenant considérant les engagements formels que ce gouvernement a pris auprès de la population... », écrit le président du SEGP de l'époque, Régent Ouellet.

Et qui était ministre de l'Éducation à l'époque ? C'était M. François Legault !

1995-2005

Au local

- ◇ On passe de 24 à 26 paies à l'année scolaire 1996-1997. À chacune, on se met de l'argent de côté pour l'été.
- ◇ Le 23 septembre 1996, le Pavillon-de-la-Découverte devient la première École Verte Brundtland du territoire.
- ◇ Les enseignantes et enseignants du secteur de La Pocatière deviennent membres du Syndicat fin 1998.
- ◇ 1^{er} juillet 1998 marque le début de l'existence légale des Commissions scolaires de Kamouraska-Rivière-du-Loup et du Fleuve-et-des-Lacs.
- ◇ Formation du comité des jeunes au SEGP en 2001.
- ◇ Michel Bergeron devient notre employé-conseil en 2002.

C'est l'implantation et l'appropriation de la Réforme de l'éducation, ainsi que le versement du rappel de traitement (rétroactivité) suite à l'adoption de la Loi sur l'équité salariale qui marquent le début des années 2000.



Au national

1995-2005

- ◇ En octobre 1995, au cœur des débats des États généraux sur l'éducation, nous retrouvons, entre autres, la professionnalité des écoles et des structures, la nature et la quantité des structures intermédiaires entre le ministère et les écoles et l'EHDAA.
- ◇ L'entente 1995 prévoit des augmentations de salaire de 9 % sur 4 ans et d'importantes améliorations au RREGOP.
- ◇ L'assurance salaire longue durée devient obligatoire, dès le début de l'année 1996.
- ◇ Le 6 décembre 1996, la CEQ s'engage à faire la promotion du Fonds de solidarité auprès de ses membres.
- ◇ L'année 1997 est marquée par le départ à la retraite de milliers d'enseignants de 50 ans.
- ◇ La CEQ devient CSQ en 2000.
- ◇ En 2001, à la suite des moyens de pression, les devoirs et les leçons sont déclarés services essentiels.
- ◇ Dès 2002, les enseignantes et les enseignants se prononcent contre l'adhésion à un ordre professionnel.
- ◇ Le budget de 2003-2004 favorise le recyclage des enseignantes et enseignants en disponibilité afin qu'ils obtiennent le critère capacité pour d'autres champs d'enseignement.
- ◇ Fin 2003-2004, remboursement d'un montant maximal de 128 \$ par jour de grève « illégale » et un taux d'intérêt de 210 % (après 20 ans) à celles et ceux qui ont fait la grève les 17 et 18 février 1983.
- ◇ Le décret imposé par le bâillon en 2005 prolonge la convention collective jusqu'en 2010 et gèle les salaires pour 2004-2005.

Martine Lévesque

Enseignante à l'école secondaire du Transcontinental
Responsable du secteur secondaire du Centre de services scolaire du Fleuve-et-des Lacs au conseil d'administration



2005-2006

Le nouveau pédagogique

L'implantation obligatoire du nouveau pédagogique dans les écoles secondaires se fera de façon progressive.

- ◇ Le temps d'enseignement au primaire augmentera de 1 heure 30 minutes, passant ainsi de 23 heures 30 minutes à 25 heures.
- ◇ L'année 2006 verra aussi l'intégration de l'enseignement de l'anglais, langue seconde, au premier cycle du primaire.
- ◇ RÉGIME QUÉBÉCOIS D'ASSURANCE PARENTALE (RQAP).

Équité salariale

Un peu plus de 325 000 travailleuses et travailleurs de la santé et de l'éducation vont empocher 737 millions d'ici 2008, à titre de règlement sur l'équité salariale.

2007-2008

- ◇ « LE BON VIEUX COURS DE MATH 436 VA DISPARAÎTRE... ».
- ◇ COMMISSION BOUCHARD-TAYLOR ET LES ACCOMODEMENTS RAISONABLES.
- ◇ Les institutions publiques expriment la laïcité de l'état.
- ◇ Le MELS précise mieux les balises qui doivent guider les différentes catégories de personnel en milieu scolaire.
- ◇ ADOPTION DU PROJET DE LOI 88.
- ◇ Démocratie et gouvernance scolaire.
- ◇ Pouvoir d'intervention du MELS par la Convention de partenariat.

2009-2010

- ◇ LE 17 OCTOBRE 2010, LA MARCHE MONDIALE DES FEMMES SE DÉROULE À RIMOUSKI.
- ◇ PANDÉMIE D'INFLUENZA DE LA GRIPPE A (H1N1)

2010-2011

- ◇ FRANÇOIS LEGAULT, EX-MINISTRE PÉQUISTE, FAIT DE GROSSES PROPOSITIONS
- ◇ Pour améliorer le réseau d'éducation, il proposerait une rémunération incitative. Le salaire des enseignantes et des enseignants serait haussé de 20 % à 30 %. Il essaierait de récupérer cette somme en haussant les tarifs d'hydroélectricité et en rationalisant les commissions scolaires.
- ◇ « Nous l'avons notre site! » www.segp.ca.

2011-2012

- ◇ LE BULLETIN UNIQUE ET LE POURCENTAGE DES COMPÉTENCES !

Anglais intensif en 6^e année

Le projet de la ministre Marie Malavoy risque de compromettre l'apprentissage des élèves de 6^e année, elle se rétracte.

2012-2013

- ◇ LE PHÉNOMÈNE FACEBOOK

Le SEGP donne une première formation au CRD sur l'utilisation adéquate des médias sociaux.



Les maternelles 4 ans

La ministre de l'Éducation propose de financer une classe de maternelle 4 ans de milieu défavorisé par commission scolaire pour 2013-2014.

2014

Le SEGP se donne une nouvelle image



Lisianne Ouellet

Enseignante à l'École Desbiens

Responsable du secteur primaire pour le Centre de services scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup au conseil d'administration



Encore d'actualité !

LES médias sociaux

...vous rappeler d'être vigilantes et vigilants avec les médias sociaux, car selon ce que j'entends, il existe encore, à ce jour, des profils questionnables. (...) n'oubliez pas que votre vie privée vous appartient et les propos que vous tenez pourraient se retourner contre vous et vous causer de sérieux problèmes. (...) Il est toujours préférable de garder une **distance professionnelle**.

Nancy Bérubé, présidente du SEGP (CSQ)

Une victoire importante à la CSQ en lien avec la reconnaissance des droits parentaux pour les enseignantes et les enseignants.

Dernier de classe

Des données surprennent dans cet article du *British Columbia Teacher*. Comme, par exemple, on se rend compte que les enseignantes et enseignants du Québec, lors de l'entrée dans leur métier, sont les bons derniers avec 41 451 \$ comme salaire.

Autrefois c'était permis !

PRÉCISIONS SUR LA MOBILISATION « LA GRANDE TOURMENTE »

- ✦ Journées raccourcies
- ✦ Récréations prolongées
- ✦ Report de la première communication

ADOPTION DU PROJET DE LOI 8 TRAVAUX SUR LE BULLETIN UNIQUE AU MINISTÈRE

Coupages de traitement pour les journées de grève

Nous avons reçu plusieurs dossiers d'enseignantes et d'enseignants en lien avec les coupures de traitement pour les journées de grève. (...) Le SEGP (CSQ) a déposé des griefs dans le but de protéger vos droits à ce sujet, puisque certains types de coupures du traitement pour certaines catégories de personnel dans les deux commissions scolaires nous semblent contestables.

Journées de maladie monnayables

À compter de l'année scolaire 2016-2017, les journées de maladie monnayables vous seront désormais versées à la fin de l'année scolaire.

2013-2014

Une tranche d'histoire se tourne

LE SEGP (CSQ) a changé d'affiche sur son bâtiment étant donné que le logo était changé depuis quelques années.

Un panier de collations pour les écoles en milieux défavorisés

Le Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage (CSQ) a reçu des sommes de la Caisse Desjardins de l'Éducation pour 2015-2016. Un projet pilote qui nous a permis de faire quelques activités avec les délégués et aussi de distribuer au fonds Lorraine.

2017-2018

Les caméras : de plus en plus répandues dans les écoles

(...) C'est donc sous l'angle du caractère juste et raisonnable des conditions de travail que l'utilisation des caméras de surveillance peut être analysée. Une caméra de surveillance ne peut servir à contrôler les élèves ou les enseignantes et enseignants.

- ◇ Qu'est-ce qu'une vraie consultation en CCE ?
- ◇ Vingt-cinq années de services pour Claudine Lagacé.
- ◇ Opération Mettre la FGA sur la carte
(...) Les enseignants de l'EDA sont des femmes et des hommes de cœur qui sont au cœur de la démarche de retour aux études entreprises par des jeunes et des moins jeunes.

2018-2019

Enquête sur la violence au SEGP (CSQ)

- ◇ Trois cent quarante enseignantes et enseignants ont répondu à notre enquête.
- ◇ Signature électronique des cartes de membres de votre Syndicat.
- ◇ Déjeuners aux bassins du personnel enseignant à temps partiel inscrit sur la liste de priorité.

2019-2020

Projet de loi 40 et enseignants

- ◇ « Une atteinte à l'autonomie des enseignantes et enseignants et à leur valorisation ».
- ◇ Campagne CSQ sur les risques psychosociaux dans l'organisation du travail.



Natacha Blanchet
Présidente du SEGP (CSQ)

Hommage à la présidence au Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage (CSQ)



<i>Marius Milord</i> 1965-1966	<i>Rita Tremblay</i> 1966-1967
<i>Alfred Bouchard</i> 1967-1969	<i>Gilbert Lagacé</i> 1969-1973
<i>Yves Michaud</i> 1973-1979	<i>Monique Fitz-Back</i> 1979-1986
<i>Claude Lavoie</i> 1986-1987	<i>Marie-Andrée Lévesque</i> 1987-1990
<i>Florido Levasseur</i> 1990-1993	<i>Maryvonne Thébault</i> 1993-1999
<i>Régent Ouellet</i> 1999-2001	<i>Gaston Guérette</i> 2001-2005
<i>Jean-Denis Bérubé</i> 2005-2007	<i>Éric Dion</i> 2007-2010
<i>Nancy Bérubé</i> 2010-2017	<i>Natacha Blanchet</i> 2017-



Syndicat de l'enseignement du Grand-Portage (CSQ)

Édifice Monique-Fitz-Back
321, rue Fraserville, Rivière-du-Loup, Québec G5R 5M7

Pour nous contacter :

Téléphone : 418 862-8544 | Télécopie : 418 867-8365 | segp@segp.ca | www.segp.ca